

Monde en mutation, changements de valeurs ?

Les repères des Québécoises et des Québécois
à l'aube de l'an 2000

Nicole BOILY
Présidente, Conseil de la famille et de l'enfance

Je remercie le comité organisateur du Symposium de m'offrir l'occasion, à la fin de ce colloque, de partager avec vous quelques réflexions sur les valeurs qui animent les familles, qui modulent leurs choix ou qui influencent leurs comportements. Il s'agit là d'un thème très actuel, qui suscite autour de nous des débats animés et soulève un questionnement de fond. Les valeurs ne sont toutefois pas déconnectées du contexte particulier dans lequel nous nous trouvons, qui en est un de profonde mutation. Je vais donc poser un regard sur les changements qui se sont opérés dans notre société au cours des dernières décennies et qui ont bouleversé le mode de vie des gens, leurs façons de faire et leurs valeurs profondes.

Je suis à même de témoigner, à travers ma propre expérience de vie, de ces changements importants. Que ce soit le transport aérien, exceptionnel dans mon enfance, devenu aujourd'hui un moyen de transport commun ou encore l'avènement de la télévision, au début de mon adolescence, l'apparition du micro-ordinateur dans les années 1980 et, plus récemment, celle du réseau Internet, toutes ces innovations technologiques ont transformé notre quotidien et nous ont forcés à nous adapter rapidement à la modernité.

Un autre phénomène qui a marqué ma génération est l'accession des femmes et des mères au marché du travail. Peu fréquent à l'époque du

début de ma carrière, phénomène impensable pour la majorité des femmes des générations précédentes, travailler à l'extérieur du foyer apparaît tout à fait normal aux jeunes femmes d'aujourd'hui.

À la lumière de recherches et d'études auxquelles vous contribuez toutes et tous à votre manière, je vous présenterai donc, en première partie de mon exposé, un survol des grandes tendances sociales qui se profilent à la fin de ce millénaire et qui ont un impact direct sur les familles. Cela m'amènera, dans un deuxième temps, à souligner les principaux changements de la vie familiale au cours des dernières années. À partir de ces constats, nous verrons quelles sont les valeurs auxquelles se rattachent les Québécoises et les Québécois aujourd'hui. Parmi ces valeurs, quelle place accorde-t-on à la famille et aux enfants? Enfin, je terminerai mon propos en vous exprimant mon point de vue quant à l'importance de la famille dans la société et de la nécessité de la soutenir dans son rôle.

LES GRANDES TENDANCES

Pourquoi choisir de parler de tendances? Parce que les changements vécus au sein du noyau familial sont le reflet de bouleversements plus larges qui affectent notre monde. Les tendances qui se dessinent actuellement ont un impact majeur dans l'organisation et la vie des individus et de leurs familles. Elles influencent leurs choix et leurs conduites.

La première tendance, qui m'apparaît fondamentale, a trait au mouvement des femmes. Bien qu'amorcé depuis déjà plusieurs décennies au Québec et dans le monde occidental, le mouvement féministe a eu et continue d'avoir une influence majeure dans la vie des femmes et des répercussions importantes pour les familles et pour l'ensemble de la société. En effet, les revendications des femmes pour faire reconnaître leurs droits comme personnes à part entière et pour atteindre l'autonomie sociale et financière, ont amené des changements dans plusieurs aspects de leur vie. D'abord au niveau social, par leur participation à la vie sociale et politique, puis au niveau familial, que ce soit dans les relations avec leurs conjoints ou encore dans la décision d'avoir des enfants.

Cette quête d'autonomie est devenue le fondement même du bien-être des femmes et elle est déterminante pour beaucoup d'entre elles dans la décision de former une famille. D'autant plus qu'avec les moyens de contraception modernes, elles ont désormais un contrôle presque parfait de leur fécondité: avoir des enfants est devenu un choix et non une fatalité.

La réduction de la natalité, qui résulte d'un ensemble de facteurs sociaux, n'est toutefois pas sans conséquence. Elle entraînera, à moyen terme, la décroissance de certains groupes au sein de la population : d'abord les jeunes, ensuite la population active. Cela conduira inévitablement à une augmentation graduelle de la proportion de personnes âgées. Ce phénomène démographique, le vieillissement de la population, affecte déjà la plupart des sociétés occidentales, à des degrés divers. Plus avancé dans les pays d'Europe, le phénomène est bien amorcé chez nous.

La présente situation démographique et la tendance inéluctable qui se dessine à moyen terme ont des impacts majeurs sur la famille. Moins d'enfants signifie des familles plus petites où la fratrie devient une réalité de moins en moins courante. Déjà en 1996, le quart des enfants dans les familles étaient enfants uniques, alors que 45 % avaient un frère ou une sœur seulement. De même, la parenté est moins nombreuse et les contacts entre cousins et cousines sont et seront aussi moins fréquents.

L'allongement de la vie contribue également, bien que dans une moindre mesure, au vieillissement de la population. L'espérance de vie des Québécoises et des Québécois n'a cessé de progresser au cours des dernières années et continuera sans doute d'augmenter dans le futur grâce à l'amélioration de la santé des personnes. Les gains sur la mort se réaliseront surtout aux grands âges de la vie, car nos conditions sanitaires et médicales ont rendu pratiquement nulle la mortalité infantile, qui est l'une des plus faibles au monde.

L'expérience du vieillissement n'a pas le même impact si l'on est un homme ou une femme. Bien que les femmes soient de plus en plus actives sur le marché du travail, elles sont encore moins bien rémunérées. Comme leur espérance de vie est plus grande, elles vivent seules plus longtemps. Vers la fin de leur vie, les femmes connaissent donc de plus longues périodes de vulnérabilité et de pauvreté. Cette tendance se poursuivra sans doute dans le futur, car les femmes n'ont pas encore atteint l'équité en matière de revenus et d'emplois.

Comme autre conséquence possible du vieillissement, nous pouvons d'ores et déjà entrevoir une situation d'inégalités entre les générations lorsque celle du baby-boom, très nombreuse, commencera à prendre sa retraite, à l'horizon de 2011. L'équilibre socioéconomique sera alors à redéfinir. Déjà apparaissent, au Québec, certains signes de mécontentement des jeunes face aux générations précédentes. Le débat entourant la question des clauses orphelins dans les conventions collectives en est un bon exemple. Mais certaines initiatives, comme celle du groupe « Le pont entre les générations », « Force jeunesse », s'avèrent des plus prometteuses pour approfondir la réflexion et trouver des solutions visant une plus grande équité intergénérationnelle.

Une autre grande tendance que je veux faire ressortir est celle de la mondialisation du commerce et des marchés. Elle entraîne une transformation profonde de nos sociétés vers une intégration économique et sociale et une réduction de l'influence des gouvernements. Les gages de succès d'une telle économie basée sur l'information reposent davantage sur la présence de travailleurs très instruits et possédant une grande faculté d'adaptation. Non seulement doit-on exceller dans cette nouvelle économie, mais il faut aussi être performant, car la compétition internationale est féroce et les lois du marché, impitoyables.

En réponse à ces exigences élevées, l'accroissement des compétences de la main-d'œuvre devient nécessaire. Mais exigences élevées signifient également difficultés d'accès au marché du travail, voire exclusion pour de nombreuses catégories de citoyens, faute de compétences adéquates. Les études tendent à confirmer l'existence d'une classe d'exclus dont le nombre va croissant et tout indique que cette tendance se maintiendra à moyen terme.

Cette transformation de notre économie entraîne des changements importants à plusieurs niveaux. La mondialisation contribue à l'ouverture sur le monde en ouvrant les frontières aux communautés ethnoculturelles de partout. Le marché de l'emploi subit également des modifications profondes.

Une des grandes tendances est la montée du travail atypique, tel le travail autonome ou à temps partiel. Ce phénomène est en constante progression depuis le milieu des années 1970. Selon une étude publiée l'an dernier par le ministère du Travail, près de 73 % des 670 000 emplois créés entre 1975 et 1995, peuvent être considérés comme atypiques. Si la tendance se maintient, le travail atypique pourrait même surpasser, d'ici 20 ans, l'emploi salarié à temps plein, au Québec. La croissance de l'emploi atypique se traduit toutefois par une précarisation de l'emploi. L'obligation de gagner sa vie dans de telles conditions de précarité et de stress touche de plein fouet la vie familiale. Ce mode de vie génère beaucoup d'instabilité économique et influence grandement la décision des jeunes couples d'avoir des enfants ou, encore, d'élargir leur famille.

Une autre tendance qui m'apparaît importante est la polarisation accrue de la société entre nantis et démunis, polarisation qui se répercute également au niveau du temps de travail. Si, en moyenne, le nombre d'heures de travail est demeuré constant depuis les années 1980, certains salariés, en général les plus spécialisés et les mieux payés, cumulent un plus grand nombre d'heures de travail que par le passé alors que d'autres, peu spécialisés, travaillent moins et ont également des revenus moindres. Parmi les couples où les deux conjoints touchent un revenu, près d'un couple

sur cinq cumule au moins 90 heures par semaine. Des études montrent que la bipolarisation du temps de travail est un facteur déterminant de l'inégalité croissante des revenus au Canada.

Dans cette recherche effrénée du temps, le temps familial devient une denrée rare à laquelle les enfants ont de moins en moins accès. Cette rareté du temps est d'ailleurs confirmée par une étude sur l'emploi du temps publiée en 1994 par Statistique Canada. L'étude a permis de constater que les familles d'aujourd'hui ont un horaire surchargé et que la pression du temps produit sur elles des effets négatifs. Là où la vie professionnelle et la vie familiale s'entrechoquent, le stress et les conflits sont présents. Les parents qui travaillent se sentent coupables de ne pas passer suffisamment de temps avec leurs enfants ou avec leurs parents âgés. Pour beaucoup de gens, l'horaire de travail domine et exclut plusieurs autres activités.

Enfin, la dernière tendance que je veux mentionner est l'isolement de plus en plus grand des individus au sein de la société. La mondialisation des technologies de communications entraîne, selon plusieurs commentateurs américains tels Rifkin et Drucker, un déclin généralisé de la participation civique. Les gens passent moins de temps et consacrent moins d'efforts à nouer des relations avec leurs voisins et deviennent de plus en plus isolés dans leur collectivité.

À l'intérieur de la famille, l'influence de la télévision sur les enfants n'est plus à démontrer. Ceux-ci sont exposés quotidiennement à des scènes de violence et sont des cibles faciles pour les publicitaires. Certaines valeurs véhiculées par les médias entrent souvent en contradiction avec celles que veulent transmettre les parents.

LES CONSÉQUENCES SUR LA FAMILLE

La famille subit inévitablement les contrecoups des changements et des tendances que je viens d'évoquer. Les individus qui la composent tentent, tant bien que mal, de s'y ajuster en organisant leur vie de façon différente que par le passé.

L'accélération des phénomènes et les multiples changements sociaux ont comme conséquence un changement du rapport qu'entretiennent les individus face au temps : nous sommes dorénavant à l'ère de l'instantanéité. La vitesse des communications, l'ouverture sur le monde, la peur du futur, les incertitudes de toutes sortes obligent les personnes à vivre l'instant présent au détriment d'un parcours de vie plus réfléchi, plus fondé sur les valeurs de continuité qui sont requises pour éduquer les enfants.

La structure, le fonctionnement et la sécurité économique de la famille se sont grandement modifiés au cours des 20 dernières années. La durée moyenne des études a augmenté, au point d'empiéter sur une partie de l'âge adulte. Les femmes ne consacrent plus le gros de leurs années actives à prendre soin des enfants et d'autres personnes à charge. Même si elles ont moins d'enfants, les mères combinent maintenant, pour la plupart, les responsabilités familiales et professionnelles, responsabilités souvent difficiles à concilier.

Aujourd'hui, la famille prend des formes diverses : famille intacte, famille monoparentale, famille recomposée. La hausse importante des ruptures d'unions, ces dernières années, a eu comme conséquence directe l'accroissement de la monoparentalité et des recompositions familiales. En 1996, le quart de l'ensemble des familles avec enfants étaient des familles monoparentales. Ce phénomène n'est pas près de s'estomper, car les couples se séparent encore plus rapidement aujourd'hui qu'auparavant : ainsi, un couple sur cinq marié en 1985 avait déjà divorcé avant 10 ans de mariage.

Un des changements qui me semble assez marquant pour les familles est celui relatif aux cycles de vie des gens, à l'évolution du nombre de transitions significatives dans leur vie. Dans les sociétés industrielles, les transitions clés comprennent le passage de la maison à l'école et de l'école au travail, le passage à l'état de parent, le changement d'emploi et le passage du travail à la retraite. Le rythme de ces transitions s'est accru considérablement au Canada au cours des 30 dernières années et tout indique que ce rythme va se maintenir, voire s'accroître dans les années 2000.

Au cours de sa vie, le Québécois moyen est susceptible d'avoir plus de parents ou de beaux-parents, de vivre avec plus de conjoints, de travailler pour plus d'employeurs et de connaître un plus grand nombre d'expériences d'apprentissage qu'auparavant. L'augmentation des transitions signifie aussi que l'enfant aura probablement un plus grand nombre de parents qu'antérieurement et sera plus susceptible de divorcer et de se remarier une fois adulte.

Chaque transition est source de promesses, mais aussi d'insécurité et d'anxiété, car chacune comporte un risque et oblige à des adaptations répétées. L'augmentation du nombre de transitions obligées, qu'elles soient liées au travail ou à la famille, constitue l'une des principales causes d'insécurité chronique relevées lors des sondages d'opinion.

Même si, dans la plupart des familles, les deux conjoints travaillent, les études indiquent que leur revenu disponible moyen a stagné au cours des 20 dernières années. Les familles, surtout les jeunes familles, se sont appauvries au Québec depuis le début des années 1990. Un rapport récent

publié par le Conseil canadien de développement social révèle en effet une augmentation de 45 % du taux de pauvreté chez les familles biparentales de moins de 30 ans, entre 1990 et 1995.

Le rapport indique aussi une augmentation de 33 % du taux de pauvreté chez les jeunes de 15 à 34 ans au cours de la même période. Les jeunes d'aujourd'hui s'en sortent beaucoup moins bien que leurs prédécesseurs du baby-boom. Leurs perspectives d'emploi à long terme diminuent et ils ont de plus en plus de difficulté à trouver un travail qui soit à la fois à temps plein, bien rémunéré, satisfaisant et enrichissant.

La pauvreté touche aussi grandement les familles monoparentales dirigées par une femme. Les données du recensement de 1996 indiquent en effet que 60 % de ces familles avaient un faible revenu. Comme le nombre de familles monoparentales ne cesse d'augmenter, il est à prévoir que s'accroîtra, dans les prochaines années, la pauvreté chez les enfants.

L'appauvrissement des familles a une conséquence directe sur le bien-être des enfants. En effet, l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes établit un lien incontestable entre la pauvreté et le développement des enfants. Par rapport aux mieux nantis, les enfants pauvres ont une santé moins bonne, affichent un rendement scolaire inférieur, vivent dans un environnement plus dangereux et adoptent des comportements plus risqués. Fait accablant, le nombre d'enfants qui vivent dans des familles à faible revenu demeure plus élevé au Canada que dans d'autres pays industrialisés. En 1992, ils comptaient pour 18 % de tous les enfants canadiens, un pourcentage qui n'a pas bougé depuis 1975.

Ces constats sur la situation des familles montrent jusqu'à quel point leur vie s'est complexifiée et que les problèmes auxquels elles font face sont de taille. Les parents se sentent souvent débordés par l'ampleur des difficultés qu'ils rencontrent et se sentent aussi mal préparés pour assumer leurs rôles. L'absence de repères communs contribue sans doute à accroître le sentiment d'insécurité des jeunes parents.

LES VALEURS

À quelles valeurs se rattachent les parents de nos jours pour orienter leurs choix et leurs conduites? Pour tenter de répondre à cette question, j'utiliserai les résultats de deux sondages récents et je m'inspirerai des propos recueillis lors d'une consultation que nous avons faite au printemps dernier dans différentes régions du Québec. Le premier sondage, réalisé pour le compte de la Société Radio-Canada, porte sur les valeurs des Canadiens francophones à l'aube de l'an 2000. Le deuxième, réalisé pour le

compte du quotidien *Le Devoir*, porte sur les priorités et les aspirations des Québécois. Ces sondages nous révèlent sommairement que :

- La recherche du bonheur individuel est maintenant devenue une priorité : on vise désormais la réussite de sa vie sentimentale, considérée comme l'une des trois principales préoccupations de l'existence. On veut du temps pour soi et pour les siens, seconde préoccupation identifiée par les répondants. Cette quête du bonheur individuel est néanmoins liée à la famille, à l'amour et à l'amitié. Malgré les ruptures et les divorces qui se produisent assez fréquemment, une grande majorité de gens, soit 83 % des répondants, croient encore pouvoir passer leur vie avec la même personne.
- L'enfant est devenu aujourd'hui un projet existentiel, au même titre que la carrière ou les voyages. Pour 54 % des répondants, le manque d'argent est considéré comme le principal obstacle qui empêche les couples d'avoir des enfants.
- Pour l'ensemble des personnes rencontrées lors de nos consultations, le fait d'avoir des enfants est une décision privée, mais qui a des incidences sur la collectivité.
- Alors que la plupart des répondants jugent nécessaire d'imposer aux enfants des interdits et des règles, un peu plus de la moitié affirment qu'il faut davantage insister sur la liberté d'expression. Ambivalence qui en dit long sur la difficulté d'être parent et de faire reconnaître son autorité !
- En ce qui a trait au travail, les deux tiers des gens se plaignent de travailler toujours plus sans voir leurs revenus augmenter. Pourtant, 94 % se disent très satisfaits de leur travail ! Le contexte d'insécurité économique qui prévaut actuellement peut expliquer en partie cette prétendue « satisfaction » des gens à l'égard de leur travail. On pourrait davantage l'interpréter comme une satisfaction d'avoir un travail et de vouloir conserver ses acquis.
- La gestion du temps semble préoccuper un grand nombre de personnes. La majorité des Québécois avouent que le temps leur échappe de plus en plus, mais ils estiment pouvoir le gérer assez bien. Fait contradictoire, un nombre important pense que le travail leur laisse suffisamment de temps pour la famille (73 %) et les amis (72 %). La préoccupation relative au temps libre est une réalité relativement nouvelle et qui révèle que la tâche des travailleurs a augmenté et que les autres activités requérant de notre temps vont aussi en s'accroissant.

- En matière de spiritualité, les Québécois privilégient les choix individuels : on a pris le virage des religions à la carte. Malgré tout, on continue majoritairement de faire baptiser ses enfants.
- Enfin, la tolérance aux autres cultures est généralement acceptée dans notre société.

Les valeurs qui ressortent des sondages sont le reflet d'une société avant tout individualiste et pluraliste, une société à la recherche de nouveaux modèles. Elles témoignent de l'absence de repères communs, clairement définis, auxquels se rattachaient auparavant les individus dans leur quête du bonheur.

De tout temps, le bonheur a principalement été associé à la réussite de la vie affective. Mais, aujourd'hui, l'individu occupe une place centrale dans cette quête. Au sein des générations précédentes, l'individu se mettait au service du couple ou de la famille et pouvait décider de subordonner son bonheur personnel au bien-être de sa famille. Maintenant, on reste en couple tant que l'on y voit un avantage en tant qu'individu.

L'affirmation individuelle prend donc le pas sur les grandes institutions dans la définition des repères, des codes de sens. La religion a longtemps joué ce rôle au sein de la société québécoise, ayant une emprise très forte sur les individus. Les gens puisent dorénavant à diverses sources pour définir eux-mêmes les repères qui leur semblent nécessaires et significatifs.

En dépit de l'affirmation individuelle, les gens croient toujours en la famille. Elle demeure la cellule de base de la société, quels que soient les changements qui interviennent et les modalités qui prévalent dans les situations familiales.

Nous assistons aujourd'hui à une diversité de comportements et de choix familiaux. Les parents éprouvent des difficultés à se positionner dans leurs rôles et sont souvent confrontés à des situations paradoxales : opposition entre tendances sociales et valeurs individuelles. Ces contradictions vécues par les familles comportent des éléments qui échappent à leur contrôle, avec les conséquences qui s'ensuivent. L'impact est majeur, car les parents ont de la difficulté à choisir. Beaucoup d'adultes veulent tout vivre, tout expérimenter. Dans ce contexte, est-ce possible de faire des choix?

Le choc des valeurs est présent, mais nécessaire pour atteindre un nouvel équilibre. Comme le retour aux anciennes valeurs n'est pas envisageable, nous devons donc apprendre à vivre avec la diversité.

CONCLUSION

Les phénomènes sociaux en émergence ne présagent sûrement pas de meilleures conditions de vie des familles. Devant les difficultés que vivent les familles, et qui nous semblent de taille, et dans le contexte actuel de mouvance, je crois que l'État doit soutenir les parents dans leurs rôles et valoriser la fonction parentale dans notre société. Il m'apparaît important de donner à chaque parent la chance de vivre son projet familial de façon satisfaisante et gratifiante et, à chaque enfant, l'occasion de bénéficier d'un milieu sécurisant, aimant et propice à un développement optimal sous la gouverne d'adultes valorisés dans leurs rôles et responsabilités.

Je tiens à réaffirmer la nécessité d'appuyer les familles, en accord avec les besoins que nous ont exprimés les parents lors de nos consultations ou encore ceux révélés par les enquêtes sur ces questions. Cet appui, qu'il soit financier ou autre, permettrait de consolider l'action des familles auprès de leurs enfants ou d'autres personnes à charge. Les parents, malgré leurs besoins de services et d'aide, veulent malgré tout exercer leur responsabilité envers leurs enfants, en propre. Ils ne sont pas prêts à la déléguer complètement à l'État ou à des institutions.

Comme la famille est la cellule de base, le lieu privilégié de transmission des valeurs et de socialisation, il est important qu'elle reçoive le support dont elle a besoin pour remplir ses fonctions adéquatement.

La famille n'est pas une île ; elle doit aussi se redéfinir, être de son temps, trouver l'essentiel de ce qu'elle est. Elle est appelée à se modifier, mais elle demeurera toujours présente et indispensable à cause des fonctions qu'elle remplit. Elle joue un rôle fondamental d'enracinement des individus à leur collectivité, enracinement qui est à la base même de leur sentiment d'identité et de leur désir de développement.

Les constats que j'ai exposés précédemment pourraient certes nous laisser une impression fort négative du sort réservé à la famille. Au contraire, il me semble que la période de mutation que nous vivons actuellement nous donne l'occasion de redéfinir de nouveaux paramètres, de nouvelles conduites centrées davantage sur le bien-être des parents et de leurs enfants.

Cette orientation peut paraître encore paradoxale, mais c'est peut-être à cette condition que les familles n'auront pas à se définir constamment à contre-courant des mutations socioéconomiques et culturelles de notre monde qui change irrémédiablement.

Enfin, je crois que malgré les tendances actuelles qui poussent les gens à être de plus en plus performants, de plus en plus individualistes et de plus en plus isolés, on voit poindre l'émergence de solutions alternatives,

issues de communautés locales. Je fais ici référence au développement local qui m'apparaît une avenue fort intéressante pour l'avenir de notre société. Penser et agir localement dans l'arène de la globalisation signifie la prise en charge, par les collectivités, de leur développement, la recherche de solutions locales aux problèmes d'exclusion sociale et de sous-emploi. Cela suppose une participation active des citoyennes et des citoyens au développement de leur communauté et au soutien de l'État.

Vous remarquerez que ce courant fait appel à des valeurs de solidarité et d'entraide que l'on retrouve encore dans la famille. Il fait également appel à des valeurs démocratiques, où la participation de tous est encouragée et le savoir-faire des citoyens et des citoyennes mis à contribution, pour le bien-être de la communauté.

De plus en plus d'organismes et d'intervenants communautaires y adhèrent et font la promotion d'initiatives locales fort intéressantes. À titre d'exemple, mentionnons le travail fait par le mouvement provincial « Villes et villages en santé », dont le rôle est de promouvoir la réalisation de projets susceptibles d'améliorer la qualité de vie dans leur milieu ou encore le travail du « Carrefour Action municipale et familles », dont le but est de promouvoir le développement de politiques familiales municipales.

Cet éveil de la société civile aux problèmes sociaux et à la nécessité d'y faire face à partir de ses propres ressources me semble des plus prometteurs, en particulier pour les parents et les enfants. Les collectivités sont appelées à jouer un rôle accru dans la résolution des problèmes sociaux. De nouveaux modes de participation émergent au sein des collectivités : à l'école, dans les instances municipales, dans les organismes publics de santé, etc. D'un individualisme nombriliste peut-être nous orienterons-nous vers la recherche du bien-être associé et basé sur la communauté locale.

BIBLIOGRAPHIE

- Beaulieu, Carole (1999). *Radiographie d'un peuple contradictoire*, dans *L'Actualité*, 15 octobre, p. 30-32.
- Gouvernement du Canada. Développement des ressources humaines Canada (1998). *Investir dans nos enfants : une Conférence nationale sur la recherche, 1998*, Résultats de la recherche canadienne menée dans le cadre de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNE) Ottawa, octobre (édition électronique).
- Gouvernement du Canada. Secrétariat de la recherche sur les politiques (1996). *Projet de recherche sur les tendances. Croissance, développement humain et cohésion sociale : rapport intérimaire*, Ottawa, octobre (édition électronique).

- Gouvernement du Canada. Secrétariat de la recherche sur les politiques. Projet de recherche sur les tendances (1999). *Soutenir la croissance, le développement humain et la cohésion sociale dans un contexte de mondialisation*, mise à jour des résultats de la recherche, Ottawa, février (édition électronique).
- Le Devoir* - édition Internet (1999). Rubrique Horizon. Série « Qui êtes-vous ? », Articles portant sur les résultats d'une enquête Sondagem - *Le Devoir* sur les priorités et les aspirations des Québécois, du 2 au 9 octobre.
- Michalski, Joseph (1999). *Values and Preferences for the « Best Policy Mix » for Canadian Children*, Ottawa, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (RCRPP), Document de recherche n° F/05, 74 p.
- Société Radio-Canada (1999). Sondage CROP-SRC portant sur les valeurs des Canadiens francophones à l'aube de l'an 2000, Communiqué de presse, 1^{er} octobre.
- Tipper, Jennifer et Denise Avar (1999). *Building Better Outcomes for Canada's Children*, Ottawa, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (RCRPP), Document de recherche n° F/06, 45 p.